

Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs



LA QUESTION DES FDLR ET LES PERSPECTIVES DE PAIX AU KIVU

Octobre 2009

1. Introduction.

Il y a quelque dix mois, l'est de la République Démocratique du Congo a failli tomber sous le contrôle du mouvement rebelle du Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP). C'était le 29 octobre 2008. L'armée nationale congolaise (FARDC) venait de décrocher du front nord de Kibumba et fuyait en direction de Bukavu, laissant derrière elle les populations de Goma, terrées dans leurs maisons, attendant que les troupes du CNDP de Laurent Nkunda investissent la ville. Comme par un coup de baguette magique, le front avancé du CNDP qui avait atteint les environs de l'aéroport de Goma rebroussa chemin et se retira sur les collines de Kibati, à une douzaine de kilomètres de la ville. Quelle décision avait été prise et à quel niveau pour empêcher les troupes du CNDP de prendre la ville de Goma et plonger la RDC dans une crise politique sans précédent qui allait décidément paralyser le gouvernement de Joseph Kabila ? Pour certains, les services de renseignement du CNDP auraient découvert un plan de massacres concocté par les FDLR dans la ville de Goma et dont les responsabilités devraient être imputées au mouvement rebelle. Ce dernier aurait dans ce sens évité de prendre un tel risque. Pour d'autres, l'ordre de ne pas investir la ville de Goma serait venu de Kigali sous la pression américaine¹. Ceci dit, il apparaît que l'échec des efforts fournis par le gouvernement Kabila pour solliciter l'intervention des troupes européennes ou angolaises face à la menace rebelle, a contraint le régime au réalisme : il fallait traiter directement avec Kigali pour lui demander son soutien. Un mariage de raison mais jugé contre-nature par bon nombre de Congolais s'est ainsi conclu entre Kigali et Kinshasa et dès janvier 2009 les événements se sont accélérés à une vitesse vertigineuse. Le chef d'état-major du CNDP, le général Bosco Ntaganda, destitue son chairman, le général Laurent Nkunda, le 5 janvier 2009, au motif de mauvaise gestion du mouvement. Le 16 janvier 2009, le haut commandement militaire du CNDP signe la fin des hostilités et de la guerre avec les FARDC. Le 22 janvier 2009, le chairman charismatique du CNDP est arrêté par l'armée rwandaise et mis en résidence surveillée dans la ville de Gisenyi, voisine de Goma, avant d'être transféré à Kigali cinq mois plus tard. La mise en scène de « l'intégration symbolique accélérée » des factions armées au camp militaire de Rumangabo le 29 janvier 2009, consistant à rassembler à la hâte les quelque soixante militaires du CNDP présents avec les unités FARDC, semblait conclure et sceller une fois pour toute l'autorité de Joseph Kabila sur l'ensemble du territoire congolais.

Un tel retournement de situation relève de l'impensable au regard des affrontements sans merci des quinze dernières années, des massacres des plusieurs milliers de personnes, des souffrances endurées par des milliers des déplacés internes et réfugiés dans les pays voisins, si bien que d'aucuns se demandent pourquoi Kigali et Kinshasa ont attendu si longtemps pour trouver une solution locale et faire économie du sang versé des milliers de personnes. Qu'est-ce qui s'est passé pour que Joseph Kabila embrasse le Rwanda réputé ennemi du peuple congolais et responsable de tous ses malheurs ? Qu'est-ce qui s'est passé dans le camp de Paul Kagame depuis son interview au journal *Le Soir* en septembre 2008 quand il avouait avoir perdu tout intérêt pour ce qui se passe au Congo présidé par un Joseph Kabila en qui on ne pouvait plus faire confiance ? Quelles sont les bases et les conditions d'une « confiance retrouvée » entre Kigali et Kinshasa ? Autant d'interrogations pour lesquelles nous sommes sans réponses mais dont dépend le devenir de la région des Grands Lacs, vu les effets directs et indirects de cette détente entre les deux voisins. D'abord, l'Etat moribond congolais, ou tout simplement absent, refait surface et devient un partenaire avec lequel le Rwanda peut faire des affaires. Ensuite, en sortant de son mutisme et en négociant un accord avec le Rwanda, Joseph Kabila s'appuie sur ses deux hommes de confiance, Katumba Mwanke et le

¹ BRAECKMAN, C., « Congo – Rwanda : le premier succès diplomatique de Barack Obama », du 6 mars 2009.

général John Numbi, au mépris des institutions officielles de décision, notamment l'Assemblée Nationale et le gouvernement de Muzito, ce qui constitue un risque politique énorme et ne donne pas droit à l'erreur. La réussite ou l'échec d'un tel arrangement sera évalué au retour à la paix effective et durable dans les deux Kivu ; dans ce sens un bilan des opérations conjointes « Umoja Wetu » au Nord-Kivu et Kimia II au Sud-Kivu s'impose.

2. Bilan des opérations conjointes.

L'un des principaux résultats internes en RDC et sans doute le plus spectaculaire de ce rapprochement Kigali – Kinshasa fut le démantèlement en règle de la structure militaire et politique du mouvement rebelle CNDP. Avec l'arrestation de son chef et en versant ses troupes dans l'armée nationale FARDC, le CNDP ne constitue plus, du moins pour le moment, une menace pour le pouvoir de Kabila.

Un deuxième résultat significatif, à la fois interne et régional, est l'affaiblissement des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR). Pour ces dernières qui ont depuis longtemps prêté main forte aux gouvernements de Laurent Kabila et de son fils Joseph Kabila, le rapprochement entre Kigali et Kinshasa est un coup de massue en ce qu'il compromet l'équilibre de terreur imposé au pouvoir de Kigali à partir de deux Kivu. Les FDLR se sont taillées des niches devenues quasiment des Etats dans un Etat dans des zones riches en ressources naturelles et inaccessibles aux populations congolaises. En contrôlant les ressources de ces régions isolées, en organisant la commercialisation des produits miniers qu'elles exploitent, le chanvre qu'elles cultivent, le bois qu'elles coupent, la braise qu'elles brûlent et les taxes d'accès et de circulation sur les axes du Kivu profond, les FDLR se sont dotées des moyens pour mener une guerre sur la longue durée et les officiers supérieurs de différentes brigades et bataillons se sont scandaleusement enrichis. Les opérations conjointes « Umoja wetu » ont réussi à déstabiliser ces réseaux de financement et la chaîne de commandement des FDLR, notamment la mainmise des hauts officiers sur les jeunes soldats qui seraient tentés par le rapatriement au Rwanda. Même si les FDLR ont repris toutes leurs positions le lendemain du retrait des RDF rwandais, ce réchauffement des relations entre Kigali et Kinshasa a semé un sérieux doute et créé l'incertitude quant aux perspectives de leur ancrage dans les deux Kivu aussi longtemps qu'un dialogue constructif se consolidera entre les deux capitales.

Le déblocage des relations diplomatiques entre Kigali et Kinshasa et la relance effective de la Communauté économique des Etats des Grands Lacs (CEPGL) constitue un troisième résultat du rapprochement entre Kigali et Kinshasa. Les deux capitales ont échangé les ambassadeurs et Kinshasa vient de nommer sa représentation à la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), longtemps paralysée par Joseph Kabila qui n'y trouvait pas son compte. La relance des activités de la CEPGL pourrait constituer un levier important de stabilisation de l'est de la RDC. En effet, l'entrée effective du Rwanda et du Burundi dans le East African Community (EAC) ouvre la frontière Est de la RDC depuis Aru au Nord jusqu'au port de Mpulungu (Zambie) au Sud à un grand marché qui s'étend jusqu'à l'Océan Indien. L'union douanière et tarifaire, ainsi que les perspectives d'un titre de voyage commun entre les pays de la EAC provoqueront de nouvelles dynamiques commerciales pour les villes frontalières de l'est de la RDC. D'ores et déjà les premiers indices sont perceptibles. La douane entre les villes siamoises de Goma et Gisenyi est ouverte jusqu'à minuit depuis fin juin 2009² et comptait être ouverte 24 heures sur 24 heures à partir du 1^{er} septembre 2009

² La frontière entre Goma et Gisenyi était ouverte jusqu'à minuit durant le gouvernement de transition 2003 – 2006. Les heures d'ouverture de cette frontière furent revues à la baisse en février 2007 suite aux allégations de

selon les accords conclus entre les officiels congolais, burundais et rwandais dans le cadre de la normalisation des relations entre les pays de la CEPGL. Cependant, l'appartenance à deux accords douaniers CEPGL et EAC pour le Rwanda et le Burundi suscite des réflexes de protectionnisme pour certains produits agricoles de la zone EAC, notamment le maïs de la RDC dont la taxe serait élevée à 30 %³ pour éviter la concurrence du maïs kenyan au moment où les produits vivriers ne sont pas taxables entre les pays de la CEPGL. Certes, il y aura encore beaucoup d'ajustements à faire au niveau du chevauchement des zones douanières EAC et CEPGL, mais l'ouverture d'un marché s'étendant de l'Océan Atlantique à l'Océan Indien marque un pas de géant dans les relations commerciales entre les pays des Grands Lacs africains et pourrait induire un changement de mentalité pour des deux Kivu, provinces à cheval entre les eaux du bassin du Congo et celles du bassin du Nil. Cette position charnière du Kivu au cœur de ce grand marché reliant l'Afrique centrale et l'Afrique orientale offre aux Kivutiens non seulement les opportunités économiques mais aussi un rôle de trait d'union entre les populations congolaises et celles de l'Afrique de l'est. Ce continuum culturel ainsi valorisé, couplé avec les intérêts commerciaux entre les populations des Grands Lacs africains, constituent dans le court et le moyen terme un rempart important aux manipulations idéologiques et politiques qui ont endeillé la région et une carte sécuritaire inédite pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'est pour le long terme. Les efforts de consolidation de ce nouvel ordre politique entrepris par les présidents Yoweri Museveni et Joseph Kabila dans leur rencontre du 4 mars 2009 dans la zone neutre entre Kasese et Kasindi, ainsi que la rencontre historique à Goma de Paul Kagame et Joseph Kabila le 6 août 2009⁴ représentent un tournant positif pour une région considérée comme le ventre mou du continent africain. Ce climat de coopération de ces trois présidents se traduirait aujourd'hui par l'arrestation des certains présumés génocidaires rwandais, notamment le maire de Kivumu, Grégoire Ndahimana arrêté au Nord-Kivu le mardi 11 août 2009 et transféré à Arusha en Tanzanie le 20 septembre 2009 et le « boucher de Butare », le colonel Ildephonse Nizeyimana, commandant de l'Ecole des Sous-Officiers (ESO) de Ngoma à Butare durant le génocide. Ce dernier, attaché au bureau du deuxième vice-président des FDLR, brigadier général Gaston Iyamuremye⁵, a été arrêté dans un hôtel à Kampala le 5 octobre 2009 sur sa route vers le Kenya et transféré à Arusha en Tanzanie le lendemain 6 octobre 2009.

Ceci dit, l'objectif affiché des opérations « Umoja Wetu », à savoir, celui de traquer et de mettre les FDLR hors d'état de nuire fut un échec au regard de la récupération du terrain par les FDLR au Nord-Kivu et des représailles violentes exercées par les rebelles rwandais sur les populations locales dans les deux Kivu. Pour reprendre la métaphore d'un paysan de Kibumba, « les forces conjointes rwando-congolaises ont éventré une ruche d'abeilles. Ces dernières irritées et furieuses s'attaquent violemment aux populations locales sans défense qui ne savent plus à quel saint se vouer ». Les cris d'alarme des populations subissant les représailles des FDLR contrastent fort avec le sentiment de satisfaction et le triomphalisme des gouvernements congolais et rwandais. Dans son discours officiel lors de la cérémonie de clôture de l'opération « Umoja wetu » à Goma le 25 février 2009, le général John Numbi faisait état des pertes importantes pour les FDLR s'élevant à 153 combattants tués, treize blessés, 37 capturés et 103 désertions. Il déclarait aussi que 1 300 combattants FDLR et leurs

fraude massive des minerais congolais vers le Rwanda. Il est précisé que la nouvelle libre circulation entre Goma et Gisenyi jusqu'à minuit concerne les voitures et non les camions de transport.

³ Entretien avec un officier de la douane, Gisenyi le 31 juillet 2009.

⁴ Lors de cette rencontre en tête à tête entre les deux présidents, les échanges commerciaux ainsi que l'exploitation de ressources partagées tel le gaz méthane du lac Kivu auraient été évoqués et bien entendu le dossier sécuritaire dans le deux Kivu qui constitue une source de préoccupation entre le Rwanda et la RDC.

⁵ Rakiya Omaar, « The leadership of Rwanda armed groups abroad with a focus on the FDLR and RUD/URUNANA, Décembre 2008, pp. 240 – 243.

dépendants auraient été rapatriés au Rwanda ainsi que 5 000 civils⁶. Durant la même cérémonie, la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Rosemary Museminali, a exprimé la satisfaction du Rwanda qui considère que les FDLR ont été significativement affaiblies. Autant on pourrait comprendre les raisons de justification « d'une réussite obligée » pour une opération rwando-congolaise contestée au sein d'une partie de l'Assemblée nationale congolaise et objet des critiques acerbes de plusieurs Congolais internes et externes, autant la complexité de la question des FDLR au Kivu ne devrait en aucun cas donner satisfaction aux deux capitales au regard des souffrances et violences de toutes sortes que les populations congolaises subissent.

Les opérations militaires contre les FDLR dans le Sud-Kivu connues sous le nom de « Kimia II », menées cette fois par les « FARDC intégrées » avec l'appui logistique de la MONUC rencontrent une opposition farouche des FDLR renforcées par certains éléments des FNL burundais. Le chapelet des personnes tuées ou violées, des maisons brûlées, des autorités locales prises en otage, et des camps des déplacés internes, ne cesse de s'allonger. Contrairement aux opérations conjointes rwando-congolaises au Nord-Kivu où finalement il y aurait eu très peu d'affrontements militaires réels, les FDLR dans le Sud-Kivu se sont engagées dans des combats atroces contre les FARDC et le rapport de force bascule souvent d'un côté comme de l'autre. Le Rwanda se dit prêt à donner un coup de main si le gouvernement de Kinshasa le lui demande mais jusqu'à présent, ce dernier préfère tester ses propres forces dans un environnement sud-kivutien opposé à toute intervention militaire de l'armée rwandaise sur son territoire.

3. Réactions locales au rapprochement Kigali/Kinshasa

Suite à ces violences et représailles des FDLR contre les populations locales, le rapprochement entre Kigali et Kinshasa est vécu comme une trahison par les bandes armées Mayi Mayi commandées par Sikuli Lafontaine au sud du territoire de Lubero ainsi que par une nouvelle formation Mayi Mayi nommée « Alliance de Patriotes pour un Congo Libre et Souverain » (APCLS) basée à Nyabyondo dans le Masisi et rassemblant les Hunde et les Nyanga sous le commandement d'un certain Janvier. Ces bandes armées Mayi Mayi reprochent au gouvernement de Joseph Kabila d'avoir accordé un traitement spécial au CNDP en intégrant ses forces dans les FARDC et surtout en lui promettant des postes ministériels dans le prochain gouvernement remanié. Ces bandes armées Mayi Mayi se voient comme les laissés-pour compte d'un arrangement secret entre Kigali et Kinshasa et seraient prêtes à saboter une des revendications principales du CNDP, notamment le retour des réfugiés tutsi vivant dans les camps au Rwanda et en Ouganda⁷. Dans une lettre des chefs coutumiers du territoire de Walikale datée du 26 mai 2009 et adressée au Gouverneur du Nord-Kivu, ils

⁶ Général John Numbi, « Discours officiel lors de la cérémonie de clôture de l'opération 'Umoja Wetu' », Goma, 25 février 2009. Notons que le bilan présenté par la MONUC le lendemain de la cérémonie marquant le retour des RDF rwandais nuance les chiffres annoncés par le général John Numbi soucieux de gonfler le nombre des combattants FDLR rapatriés en les amalgamant avec leurs dépendants. Selon la MONUC, entre le 1^{er} janvier et le 26 février 2009, elle aurait rapatrié 512 ex-combattants FDLR et 805 membres de leurs familles. Et depuis le début de l'année 2009 à la clôture de l'opération « Umoja wetu », le Haut commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR) aurait accompagné 5 006 civils. Cfr. International Crisis Group, « Congo : une stratégie globale pour désarmer les FDLR », Rapport Afrique no 151 – juillet 2009.

⁷ Il n'y a pas que les bandes armées Mayi Mayi qui s'opposent au retour des réfugiés tutsi. Il y a aussi les combattants hutu de l'ex-PARECO qui considèrent que le retour des réfugiés tutsi signifie pour eux la diminution des espaces arables. En effet, les terres appartenant aux Tutsi sont occupées par eux depuis 1994 – 1995.

déclarent haut et fort que les 53. 000 familles réfugiées au Rwanda ne sont pas les bienvenues dans leur territoire car, selon eux , aucun de leurs habitants ne s'est exilé en dehors du pays et aucune personne parlant la langue *kinyarwanda* ne faisait partie de leur entité territoriale. La défense de la terre des ancêtres contre les envahisseurs « rwandophones » serait ainsi la principale raison d'être des bandes armées APCLS. Ces dernières cherchent désespérément à s'allier les combattants Hutu du PARECO (Patriotes Résistants Congolais) pour empêcher le retour des réfugiés Tutsi vivant au Rwanda et la récupération de leurs terres.

En dépit de ces revendications identitaires, territoriales et foncières, le rapprochement entre Kigali et Kinshasa représente des atouts inespérés. Cependant, leur consolidation dépend de l'émergence d'un leadership congolais capable d'adopter des orientations claires et de les faire approprier par les populations. Un défi, certes, que Joseph Kabila se doit de relever pour prouver qu' il est à la hauteur des engagements pris.

Ceci dit, on pourrait se demander pourquoi les populations congolaises qui avaient trouvé une sorte de « modus vivendi » avec les FDLR sont devenues leurs cibles au lendemain des opérations conjointes « Umoja wetu » et Kimia II .

4. Témoignages du terrain.

Nos enquêtes⁸ menées dans les territoires de Lubero, Rutshuru, Nyiragongo, Masisi et Walikale montrent que la situation sécuritaire des personnes et leurs biens s'est significativement dégradée après les opérations militaires conjointes des forces rwando-congolaises nommées « Umoja Wetu ». Outre les violences et les représailles exercées par les FDLR sur les populations sans défense, le nombre des déplacés internes est estimé autour de 1.065.791 selon le dernier rapport de OCHA⁹. Dans le Sud-Kivu les opérations militaires nommées « Kimia II » font état de sérieux combats et des vagues des déplacés internes dans le Mwenga et la plaine de la Rusizi. Nos enquêtes dégagent les faits suivants :

- Il n'y a pas eu beaucoup d'affrontements militaires au Nord-Kivu entre les FDLR et les forces conjointes rwando-congolaises à cause notamment des annonces d'attaques par l'opération « Umoja Wetu » plusieurs jours avant, ce qui permettait aux FDLR de se retirer de leurs positions et de fuir plus loin dans les forêts.
- Les FDLR ont été déçues par les populations locales congolaises qui avaient reçu avec satisfaction la nouvelle de leur éradication militaire dans le Nord-Kivu et les présentes violences qu'elles exercent sur ces populations seraient des actes de vengeance pour une telle trahison.
- Les personnes cibles des violences imputées aux FDLR sont principalement les Congolais qui avaient des liens commerciaux avec elles et qui ont profité des opérations conjointes rwando-congolaises pour fuir avec l'argent ou les biens des FDLR.
- Après le retour des militaires rwandais, les FDLR ont réoccupé leurs anciennes positions. Cependant, elles préfèrent rester dans les collines environnantes des villages

⁸ Primo Pascal Rudahigwa et Albert Kambale, « Rapport de recherche autour de la présence des FDLR sur l'axe septentrional de la province du Nord-Kivu et son impact sur la sécurité globale des populations », 23 avril au 2 mai 2009, pp. 40 ; Primo Pascal Rudahigwa, « Rapport de recherche autour de la présence des FDLR dans le territoire de Walikale et son impact sur la sécurité des populations », 21 au 28 mai 2009, pp. 16. Patrick Nyamatomwa et Sebastien Matenda, « Rapport de recherche autour de la présence des FDLR au Sud-Kivu et leur implication dans les circuits commerciaux », 4 au 19 mai 2009, pp. 34

⁹ OCHA, « RD Congo/Nord-Kivu : Rapport humanitaire mensuel août 2009 », 31 août 2009.

jadis habités par elles et sont plus mobiles contrairement à la vie sédentaire qu'elles menaient avant les opérations conjointes.

- Les FDLR maîtrisent bien les pistes sillonnant les forêts congolaises si bien qu'il est difficile de les déloger militairement dans ces forêts. Les déclarations pompeuses tenues par les officiels congolais d'avoir tué 153 combattants FDLR au Nord-Kivu lors des opérations « Umoja Wetu »¹⁰, et 1037 combattants FDLR au Sud-Kivu durant les opérations Kimia II¹¹ sont difficilement convaincantes sans une vérification des sources indépendantes.
- La collectivité secteur des Bapere au nord-ouest de Lubero dans laquelle aucune force régulière n'est déployée et qui a échappé aux opérations « Umoja Wetu », est devenue le nouveau sanctuaire des FDLR. Elles auraient installé leurs positions autour de Mangurujipa, une région réputée riche en minerais du coltan, de l'or et de la cassitérite.
- Le contrôle de l'information par les FDLR est un enjeu de guerre important. La plupart de jeunes recrutés dans les camps des réfugiés hutu rwandais autour de Goma et de Bukavu n'ont d'autres sources d'information que la propagande négationniste et anti-tutsi que leur distillent les officiers supérieurs ayant trempé dans le génocide rwandais. Toute tentative de donner une information autre que la leur est vite sanctionnée. C'est dans ce sens que la radio communautaire de Tayna en territoire de Lubero a été incendiée parce qu'elle diffusait des émissions de sensibilisation au retour des FDLR au Rwanda et relayait les informations de la radio Okapi relatives aux opérations conjointes « Umoja wetu ». La radio « Moto » de Butembo qui dénonce les exactions des FDLR serait une prochaine cible.
- Le dialogue inter-rwandais exigé par les FDLR et relayé par les politiciens congolais¹² et activistes de certaines ONG locales et internationales constitue un préalable non négociable pour leur président Ignace Murwanashaka vivant à Mannheim en Allemagne. Cependant, aucun pays au monde ou aucun politicien n'accepte les négociations avec l'ennemi sans une pression réelle exercée sur le terrain même des enjeux politiques. Tant que les FDLR sont incapables d'occuper une partie du territoire rwandais et le défendre, il est inconcevable d'imaginer au nom de quoi le gouvernement rwandais pourrait même envisager un dialogue politique avec les FDLR. S'attendre à ce que la communauté internationale mette la pression sur le Rwanda en lieu et place des FDLR pour exiger un dialogue inter-rwandais est tout simplement irréaliste et sans effet.
- L'impact économique des circuits commerciaux contrôlés par les FDLR est ressenti dans certaines zones isolées, notamment à Walikale centre où les prix des denrées alimentaires ont doublé sitôt après les opérations conjointes « Umoja wetu ».
- Dans certains villages comme à Busurungi en territoire de Walikale où la majorité des enseignants et d'élèves dans les écoles primaires et secondaires était composée de réfugiés hutu rwandais, les directeurs et les préfets de ces écoles craignent une année blanche due à la dispersion des réfugiés rwandais et aux mouvements des déplacés internes atteignant les 11 % de la population.
- Dans le Sud-Kivu, les chefs coutumiers sont divisés quant au bien-fondé des opérations militaires « Kimia II » contre les FDLR. Certains chefs sont farouchement

¹⁰ Général John Numbi, « Discours officiel lors de la cérémonie de clôture de l'opération 'Umoja Wetu' », Goma, 25 février 2009.

¹¹ Propos du général Didier Etumba, chef d'état major général des FARDC, diffusés par Radio Okapi, Nord-Kivu, mardi 01 septembre 2009, à 12h26.

¹² Propos du député national Nkizinkiko du parti politique PANADI à la radio BBC kinyarwanda, samedi 22 août 2009.

opposés à de telles opérations militaires sans qu'il y ait des mesures de sécurisation des populations locales.

5. Conclusion.

De nos enquêtes il ressort que :

- Traquer les FDLR sans mettre en place les mesures de protection des populations locales est tout simplement une stratégie militaire irresponsable.
- Les FDLR se sont rendues maîtres des espaces importants dans les territoires de Lubero, Walikale et Shabunda parce que ce sont des zones isolées sans aucune infrastructure de base. Il est impératif que le désenclavement de ces zones devienne une priorité dans la recherche d'une paix durable au Kivu.
- Le contrôle de l'information par les hauts cadres des FDLR est un enjeu de guerre important. Il est donc tout aussi important d'inventer des stratégies en vue de faire parvenir aux combattants FDLR une information autre que la propagande distillée par leurs officiers.

En annexe, veuillez trouver deux tableaux qui illustrent les exactions commises par les FDLR pendant et après les opérations conjointes au Nord-Kivu, ainsi qu'un autre tableau montrant l'impact de la main mise des FDLR sur l'économie des zones isolées tel Walikale centre.

Pour Pole Institute

Aloys TEGERA

Octobre 2009

Annexe 1 :

TABLEAU ILLUSTRATIF DES EXACTIONS DES FDLR PENDANT ET APRES LES OPERATIONS CONJOINTES

N°	Date	Dégâts/Exactions	Lieu	Sources
01	Février 2009	Attaque d'un camp militaire de Kaghano, puis incendié vers 23h ⁰⁰	Kanyabayonga/Lubero	Cité de KANYABAYONGA
02	Février 2009	Menace de la radio MOTO-BUTEMBO par une lettre écrite par les FDLR	Ville de Butembo	Radio MOTO-BUTEMBO
03	11/02/2009	Incendie de la Radio Communautaire de Tayna	Kasuo/Tayna/Lubero	Radio Communautaire TAYNA
04	16/02/2009	7 maisons brûlées	Luofu/Lubero	Village LUOFU
05	16/02/2009	1 militaire FARDC tué et un civil blessé, pillage de 200\$ US	Butsorovia au sud de Lubero	Radio MOTO
06	16/02/2009	1 camion FUSO brûlé	Dans les PNVi	Radio MOTO
07	17/02/2009	1 camion FUSO brûlé et 1 mort	Kasiki à 7km de Luofu/Lubero	Village LUOFU
08	17/02/2009	1 camion FUSO brûlé	Mirangi dans le territoire de Rutshuru	Chefferie BWITO
09	18/02/2009	Un minibus pillé, assassinat du CP DGM-Goma Kasereka	Bwatsinge/Lubero	Groupelement MUSINDI
10	20/02/2009	1 FUSO brûlé ainsi que 2 motos à destination de Butembo vers 9h ⁰⁰	Lukuka à 30 km de Kirumba/Lubero	Radio MOTO
11	Mars 2009	Commandant Police de Nyabanira tué	Nyabanira, Binza/Rutshuru	Groupelement BINZA
12	Mars 2009	36 chèvres pillées	Miveya dans les collines de Bingi/Lubero	Victime MANDEFU
13	Mars 2009	Un camion 19-24 brûlé	Sur la route de Kaseghe/Lubero	Radio local de Kirumba
14	02/03/2009	15 fermiers pris en otage	Bingi dans les collines de Miveya/Lubero	Victime MANDEFU Cité de KIRUMBA
15	02/03/2009	Attaque sur la route et plus de 1400\$US pillés	Axe Bingi-Bunyatenge/Lubero	Société civile

		à un groupe de marchands ambulants		
16	02/03/2009	Assassinat du Chef de groupement Déo MAKOMBE	Buhumba/territoire Nyiragongo	Groupement BUKOMA
17	2-3/03/2009	Une femme violée	Kipuli 18 km de Kirumba/Lubero	Radio KIRUMBA
18	4/03/2009	Pillage du bureau de l'institut BUKAMA et 5 ménages brûlés	Kirumba/Lubero	Cité de KIRUMBA
19	7/03/2009	Pillage des chèvres, téléphones, habits,...	Kasuo/Lubero	Chefferie BATANGI
20	07/03/2009	Col BYARANGA tué, incendie du village	Miriki/Lubero	Groupement ITALA
21	10/03/2009	Prise en otage de M. KABAGAMBE Alexis	Bwamba/Rutshuru	Groupement Binza
22	11/03/2009	Prise en otage et torture de M. KABAGAMBE MENYO	Bwamba/Rutshuru	Groupement Binza
23	15/03/2009	Village pillé et tous les biens emportés	Bingi vers Kasingiri/Lubero	Chefferie BATANGI
24	16/03/2009	Pillage d'une machine à scier	Chabafu/Rutshuru	Groupement BINZA
25	16-17/03/2009	1 FUSO brûlé Une voiture brûlée COROLLA	Kanyabayonga/Lubero	Cité de KANYABAYONGA
26	17/03/2009	Pillage des chèvres, téléphones et habits	Cité de Kanyabayonga	Cité de Kanyabayonga
27	21/03/2009	16 ménages pillés et 68 000Fc emportés	Cité de Kirumba/Lubero	Radio MOTO-BUTEMBO
28	30/03/2009	Attaque aux gardes de Parc et 12 armes emportées	Vallée Rumangabo, groupement Kisigari/Rutshuru	Chefferie de Bwisha
29	Avril 2009	1 camion Mercedes de M. NALIBA attaqué	--	Chefferie de Bwito
30	Avril 2009	Attaque du camp FDLR à Kibingu, 1 militaire tué et Etat-major dispersé	Kibingu/Rutshuru	Chefferie de Bwito
31	15/04/2009	FUSO de M. BUCHAGUZI brûlé à Kashalira et 2 personnes tuées et 4 autres blessées	Kashalira/Rutshuru	Chefferie de Bwito
32	16/04/2009	Assassinat de BAKUNDA et sa maison incendiée	Kisharo, Q. Majengo/rutshuru	Groupement BINZA
33	16/04/2009	Une maison pillée et une personne tuée	Kinyandoni/Rutshuru	Groupement BUKOMA
34	17/04/2009	Un enfant tué à Kinyandonyi	Kinyandoni/Rutshuru	Groupement BUKOMA

35	18/04/2009	255 maisons brûlées 18 personnes calcinées	Luofu/Lubero	Village LUOFU et Mémo des députés provinciaux
36	18/04/2009	12 personnes tuées et 54 maisons brûlées	Kasiki/Lubero	Village LUOFU et Mémo des députés provinciaux
37	21/04/2009	20 femmes violées à Ngwenda	Groupement Bukoma,/Rutshuru	Groupement Bukoma
38	22/04/2009	Deux scies pillées équivalent à 160 \$ US	Mushumba, localité Makoka/Rutshuru	Groupement BINZA
39	La nuit du 24 au 25/04/2009	Une boutique pillée et incendiée	Kanyabayonga, Q. Lughenge/Lubero	Cité de Kanyabayonga
40	27/04/2009	7 chèvres pillées et matelas	Buramba/Rutshuru	Groupement BINZA
41	28/04/2009	1 FUSO brûlé à Bunyangula et une personne tuée	Bunyangula/Territoire de Rutshuru	Groupement BUKOMA
42	29/04/2009	3 personnes tuées et 3 autres blessées	Nyamilima/Rutshuru	Groupement BINZA

Annexe 2 :

TABLEAU ILLUSTRATIF DES EXACTIONS DES FDLR A WALIKALE APRES LES OPERATIONS CONJOINTES

N°	Date	Dégâts / Exactions	Lieu	Source
1	11 février 2009	Incendie du village	Lulambo (Groupement Walowa-Luanda)	Mémo des ressortissants de Walowa-Luanda
2	12 février 2009	9 personnes tuées et tout le village incendié	Kilambo dans Walowa- Luanda	Mémo des ressortissants de Walowa-Luanda
3	12 février 2009	7 personnes tuées et tout le village détruit	Lukaraba dans le Gpmt Walowa-Luanda	Mémo des ressortissants de Walowa-Luanda

4	Mars 2009	2 personnes tuées et village incendié	Biriko dans Walowa- Luanda	Mémo des ressortissants de Walowa-Luanda
5	Mars 2009	3 personnes tuées et villages pillés	Chanyondo dans Walowa-Luanda	Mémo des ressortissants de Walowa-Luanda
6	7 mars 2009	2 femmes violées et tuées	Busurungi dans Walowa-Luanda	Chef de groupement de Walowa-Luanda
7	9 mars 2009	11 personnes tuées, tout le village incendié et 100 personnes gravement blessées	Busurungi dans Walowa-Luanda	- Chef de groupement de Walowa-Luanda ; - Mémo des ressortissants de Walowa-Luanda
8	15 mars 2009	19 personnes tuées et tout le village incendié	Mianga dans Walowa- Luanda	Mémo des ressortissants de Walowa-Luanda
9	15 mars 2009	5 personnes tuées et tout le village pillé	Nyanimba dans Walowa-Luanda	Mémo des ressortissants de Walowa-Luanda
10	12 avril 2009	1 chef de localité tué, ses 4 enfants, 2 femmes et 1 visiteur	Mianga dans Walowa-Luanda	Chef de village Mianga
11	12 avril 2009	27 militaires FARDC tués	Mianga dans Walowa-Luanda	Chef de village Mianga
12	3 mai 2009	Pillage dans le village	Mikoro dans le Groupement de Bakano	Source ANR
13	21 mai 2009	1 garçon tué	Mera dans Walowa-Uroba	Chef de groupement Walowa-Uroba
14	22 mai 2009	3 personnes tuées et 2 autres blessées	Mera dans le Groupement Ihana	Rapport territoire de Walikale
15	23 mai 2009	Des marchands pris en otage	Vers Kibua dans le groupement d'Ihana	Rapport territoire de Walikale

Annexe 3 :

Tableau des prix de certains produits de base à Walikale centre après les opérations conjointes « Umoja wetu »

N°	Articles	Prix par article	
		<i>Avant les OPS</i>	<i>Après les OPS</i>
1	Viande de vache	2 000Fc/Kg	4 000 Fc/Kg
2	Viande boucanée	3 000 Fc/Kg	7 000 Fc/Kg
3	Pétrole	100Fc/mesure	200Fc/mesure
4	Sel	100Fc/mesure	200Fc/mesure
5	Mesure du riz	100Fc/mesure	200Fc/mesure
6	Mesure Haricot	100Fc/mesure	200Fc/mesure
7	Course moto	1 500Fc	3 000Fc
8	Course bus	1 000Fc	2 000Fc
9	Viande de chèvre	1 500Fc/Kg	3 000Fc/Kg
10	Savon de lessive (KIFEE)	300Fc	600Fc
11	Bière Primus	1000Fc	2 000Fc

Annexe 4 :

**FAMILLE WALOWA – LUANDA
à GOMA**

**MEMORANDUM adressé à son excellence Monsieur e Gouverneur de la Province du
Nord-Kivu par les Ressortissants du Groupement WALOWA – LUANDA
Mai 2009**

Nous, ressortissants du Groupement WALOWA – LUANDA à GOMA, faisant lecture de la situation sécuritaire de notre Groupement pendant et après l'opération militaire «UMOJA WETU» visant la traque des FDLR :

1. Sentons la consternation de vous rappeler que les FDLR ne cessent d'attaquer nos villages et ce, sans être importunes A titre exemplatif :

- LULAMBO, le 11 février 2009, tout le village incendié ;
- KILAMBO, le 12 février, neuf morts, tout le village incendié ;
- LUKARABA, sept morts tout le village pille et détruit ;
- MIANGA, le 15 mars 2009, dix-neuf morts et tout le village incendié ;
- NYAMIMBA, cinq morts, tout le village pille et détruit ;
- BIRIKO, deux morts tout le village incendié ;
- CHANYONDO, trois morts et tout le village pille et détruit.

L'attaque la plus récente et la plus dramatique est celle de BUSURUNGI en date du 9 mai 2009 et dont voici le bilan: tout le village incendié et cent dix neuf morts, à cause de qui se tient ce deuil. En un mot cent quatre-vingt-quatre (184) morts, des centaines de blessés, quatre villages incendiés et trois autres pillés et détruits au WALOWA – LUANDA.

Sic tera levise subi que la terre de nos ancêtres leurs soient douce.

2. Vous retiendrez qu'en brûlant BUSURUNGI, village rituel du WALOWA – LUANDA, ils l'ont profané et de ce fait, en vertu de la coutume politique de ce groupement, une cérémonie de restitution du caractère sacré d ce village, est a organiser dans le meilleur délai, mais faute de sécurité cette cérémonie est à différer avec toutes les retombés, voila pourquoi la restauration rapide de la paix dans cette entité est à diligent.

Hormis les exactions ci -haut mises en vedette, ces meurtriers en ont commis et en commettent d'autres dans les territoires environnant le WALOWA – LUANDA dont voici, en substance, le bilan :

- Groupement UFAMANDU I
 - NYAKABASA KIPOPO, neuf morts, et tout le village incendié ;
 - BIKUNJE, incendie ;
 - BUONGO, quatre morts, et tout le village incendié ;
- Groupement IHANA
 - KIBUWA, pillé et détruit ;
 - KLEMBE, dix-huit morts le village pille et détruit.
- 4 Groupement ZIRALO
 - LULERE, six morts et tout le village incendié ;
 - MIANDA, le 11 mai 2009, vingt morts, et tout le village pillé et détruit ;
 - KIRAMBO, le 12 mai 2009, six morts et tout le village pillé et détruit.
- Groupement UFAMANDU II
 - NAIROBI, incendié ;

- BYOLO, incendié ;
- KITEREMA, incendié.
- Groupement LUBERIKE
 - KASHEBERE, vingt sept morts et tout le village pillé et détruit.

3. Nous demandons d'assister en vivres et en non vivres les milliers de familles jetés sur la rue par la susdite opération et de prendre en charge les blessés. Pour votre gouverne, la majorité de ces familles se trouvent abandonnées à leur triste sort notamment à CHAMBUCHA à MINOVA, HOMBO, à WALIKALE centre, à NYABIBWE, à BUKAVU, à SAKE, à GOMA et meurent des blessures de faim et des maladies faute d'assistance. La MONUC, plutôt que de se rendre à BUSURUNGI, lieu du récent drame, elle l'a survolé et ne s'est arrêtée que sur la route à l'hôpital de CHAMBUCHA où elle s'est contentée rien que de récupérer le peu de blessés y internés pendant que d'autres meurent jusqu'en ce moment dans les villages environnant BUSURUNGI dont NYAMIMBA et KATAMBIRA ;

4. Vous demandons d'intégrer des fils du WALOWA – LUANDA dans la commission ad hoc qui s'y rendra ;

5. Vous recommandons de plaider pour le renforcement des unités des FARDC opérant au WALOWA – LUANDA et d'y retirer aussi bien les commandants qui sont en intelligence avec les FDLR que les militaires indisciplinés qui, prestigieux et craintifs à l'extrême ne poursuivent pas les FDLR mais excellent curieusement dans la tracasserie et ce, avec quiétude ;

6. Attirons votre attention sur la destruction méchante des infrastructures sanitaires et scolaires dont nous vous demandons la réhabilitation et l'approvisionnement, en équipements nécessaires ;

7. Vous supplions de venir en aide aux Etudiants et Elèves dont les parents et/ou les tuteurs sont en ce moment incapables de continuer à leur payer les frais académiques et/ou scolaires suite à la paralysie totale des activités dans leurs villages respectifs ;

8. Vous soulignons que l'enclavement total des entités où règnent les FDLR constitue le facteur important de l'insécurité ; voilà pourquoi vous ferez mieux d'y pencher votre attention en y ouvrant des voies routières.

Ainsi fait à GOMA, le 18 mai 2009
LES SIGNATAIRES

CC :

- Président de la république ;
- Président de l'Assemblée Nationale ;
- Président du sénat ;
- Premier ministre ;
- Assemblée provinciale du nord Kivu ;
- Commandant 8^{ème} Région militaire ;
- MONUC Nord Kivu ;
- OCHA Nord Kivu ;
- Administrateur du territoire de WALIKALE ;
- Administrateur du territoire de MASISI.

Annexe 5 :

CHEFS COUTUMIERS DU
TERRITOIRE DE WALIKALE
A WALIKALE

Walikale, le 26/05/2009

Transmis copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo à KINSHASA,
- Son Excellence Monsieur le 1^{er} Ministre de la RD Congo à KINSHASA
- L'Honorable Président de l'Assemblée Nationale à KINSHASA
- L'Honorable Président du Sénat à Kinshasa / LINGUALA
- Monsieur le Représentant de la MONUC en République Démocratique du Congo à KINSHASA
- Son Excellence Monsieur le Ministre Provincial de l'Intérieur du Nord Kivu à Goma
- Honorable Députés Nationaux du Territoire de Walikale à KINSHASA
- Honorables Députés Provinciaux du Territoire de Walikale à GOMA
- Monsieur l'Administrateur du Territoire de Walikale à WALIKALE
- Messieurs les Chefs de Secteurs des Wanianga et Bakano
- Monsieur le Délégué Provincial du Haut Commissariat aux Réfugiés du Nord-Kivu à GOMA

Objet : Kukatala 53 000 Familles ya wa Réfugiés kuingia ku Territoire yetu ya Walikale.

A Son Excellence Monsieur le Gouverneur de la Province du Nord Kivu à **GOMA**

Son excellence Monsieur le Gouverneur,

Sis iwa Chef coutumiers wa Territoire ya Walikale tunafika na heshima mbele yako ili tukutolee mawazo yetu kufuatana naujio ya wa réfugiés ndani ya inchi ya Congo.

Tumekataa watu wale ndani ya Territoire yetu ya Walikale sababu kwetu Walikale hakuna mtu aliyekimbia inje ya Congo, na hakuna réfugiés wa kinyarwanda aliyeishi ndani ya mtaa wetu.

Kwa mwisho tunasema wakimbizi wale hawana nafasi ndani ya mtaa ya Walikale.

Kwa mwisho tunasema wakimbizi wale hawana

Tunakutakia usikilivu mwema.

Sis iwa Chefs coutumiers wa Walikale.

Mwami, NAKANYAKA - MUA, Grouchef UTUNDA

Mwami, DONGI - LUFUNO, Grouchef BARUNA

Mwami, BITHARBA - ELIBA, Grouchef USALA

Annexe 6 :

Goma, le 18 avril 2009

Mémoire à l'intention de :

- Son Excellence Monsieur le Gouverneur de Province du Nord - Kivu ;
- Monsieur le Commandant de la 8^{ème} Région Militaire ;
- Monsieur le Commandant des Opérations Militaires ;
- Monsieur le Chef de Bureau de la MONUC Nord - Kivu.
(TOUS) à GOMA.
- Monsieur le Coordonateur du Programme AMANI à **KINSHASA.**

Messieurs,

Les soussignés, Honorables Députés élus de la circonscription électorale du Territoire de LUBERO, signataires du présent mémo, ont l'honneur de vous exposer ce qui suit:

1. Depuis une dizaine de jours et jusqu'à cette date, nous sommes harcelés par notre population relativement à la détérioration de la situation sécuritaire à laquelle elle se trouve confrontée.
 - 1.1. En effet, à MUSIENENE – KATOLO, à la suite d'une attaque menée par des assaillants armés non autrement identifiés, trois personnes dont un couple ont trouvé la mort. L'Administrateur du Territoire déjà saisi du dossier ;
 - 1.2. A BUYINGA – MAKOKO et KASIYIRO vers MUHANGI en groupement de BULENGYA ET DE LUONGO : un groupe armé s'identifiant aux FDLR a pillé systématiquement plusieurs villages et tué une personne ;
 - 1.3. A KITSOMBIRO : la localité de NDOLUMA a été victime de deux pillages successifs. On a déploré outre les dégâts matériels, l'assassinat de la fille d'un certain KALINDERA et trois blessés graves ;
 - 1.4. A KASEGHE MATEMBE : un véhicule Mercedes 19-24 a été incendié avec mort de deux personnes dont un militaire passager, un civil et six

blessés graves ; cela faisant suite d'une dizaine d'autres cas d'incendie des véhicules enregistrés depuis février ;

- 1.5. A MBUGHAVINYWA, pendant deux jours consécutifs, une attaque des FDLR contre la population civile a provoqué la mort de 8 personnes, deux femmes blessées et tout le village pillé ;
- 1.6. A MIRIKI : lors d'une contre offensive des FARDC en réactions aux attaques des FDLR, 9 personnes ont été tuées, 2 personnes blessées, 80 maisons brûlés et tout le village pillé ;
- 1.7. A LUNYASENGE : au bord du Lac Edouard, les hommes armés ont attaqué une position des FARDC provoquant la mort de 3 personnes ;
- 1.8. A KANYABAYONGA : le véhicule d'un certain MASTILO et une voiture appartenant à une personne on autrement identifiée ont été incendiés par des bandits armés. Dans la foulée deux maisons furent également incendiées ;
- 1.9. Le 18 courant, un raid très musclé FDLR et apparentés a été mené sur les villages de LUOFU et KASIKI. Bilan : 250 maisons incendiées, 8 personnes brûlées dans leurs habitations, plusieurs blessés graves à LUOFU, 10 personnes tuées et 52 maisons brûlées à KASIKI.

Tel est l'échantillon des faits saillants parmi tant d'autres dont nous sommes saisis à ce jour.

2. S'agissant des auteurs présumés de ces actes, la population pointe du doigt, tantôt les groupes armés FDLR, PARECO et assimilés, tantôt les militaires FARDC, dit - il, suite au non paiement de leurs soldes.







De façon particulière, la population dénonce le défaut de réaction appropriée des forces combattantes : FARDC et MONUC. Aucune initiative dans le sens de prévenir les attaques n'a été signalée.

3. S'agissant des considérations après examen de ce constat amer, il y a lieu de proposer :
 - 3.1. La nécessité d'un déploiement rapide des unités FARDC véritablement engagées ; dans la zone du sud, ouest et au nord du Territoire créant un couloir ceinturé pouvant minimiser les facilités d'attaques contre la population civile.
 - 3.2. Face à la crise du défaut de confiance entre la population et les FARDC qui s'accusent mutuellement de bourreau et de complicité avec l'ennemi, le commandement militaire doit s'assumer afin de trouver une solution à cet épineux problème. La nature des opérations devant conduire à la paix véritable et durable par l'éradication sans complaisance des éléments FDLR, groupes armés résiduels,... impose à l'armée le devoir de s'allier la confiance de la population.

3.3. De même, nous exhortons la MONUC, à s'impliquer dans la sécurisation véritable de la population civile conformément à la dernière résolution 1856 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

3.4. Enfin, la logistique des militaires comportant notamment paye régulière de la solde, ration, etc. doit être prise en compte. C'est le prix à payer...

Vu les diverses menaces déclarées par les assaillants contre les grandes agglomérations du Territoire de LUBERO, la représentation populaire du Territoire redoute le pire si rien n'est fait pour arrêter le cycle de violences dénoncées. La paix proclamée et voulue par notre peuple risque d'être à nouveau illusion.

1. Honorable MUKINDO NZANGU BUDINDO 
2. Hon. BUTSAPU NDUNGO HAPPAI 
3. Hon. MAGHITA KAMWENGE 
4. Hon. KATINDO NZANU BONAME 
5. Hon. KAYISAUBERA-NBAKE 
6. Hon. KANZULI KIEZELE BENITO 

Cc : Président de l'Assemblée Provinciale
Nord - Kivu à GOMA

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.
This page will not be added after purchasing Win2PDF.